

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS - PICARDIE

Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement

Unité Départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Affaire suivie par Mélanie BERGHE
Téléphone : 03.27.21.05.15
Télécopie : 03.27.21.00.54
melanie.berghe@developpement-durable.gouv.fr

Référence : ML/V2.2016.460

Prouvy, le 6 septembre 2016

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
(SPECIALITE INSTALLATIONS CLASSEES)
POUR PASSAGE EN CODERST**

CLOVAL à QUIEVRECHAIN

Équipe : V2
Numéro S3IC : 070.01061
Type d'établissement : A/AE

Objet : Suites données à l'examen du rapport de surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique de l'établissement CLOVAL à QUIEVRECHAIN.

Réf. : Courriers de l'exploitant des 3 décembre 2013, 13 janvier 2016, 11 mai 2016 et courriel du 29 juin 2016.

- **Raison sociale** : CLOVAL

- **Adresse du siège** : 3, chemin de l'Emblise
59920 QUIEVRECHAIN

- **Adresse de l'établissement** : 3, chemin de l'Emblise
59920 QUIEVRECHAIN

- **Activité** : Traitement de surface des métaux aluminium et aciers

- **Contact** : Monsieur PAREE, Responsable d'exploitation

Sommaire

1. Introduction
2. Mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 complétée par la note du 27 avril 2011
3. Surveillance (phase pérenne) des rejets de substances dangereuses
4. Avis de l'Inspection
5. Suites administratives

Annexe

- 1 Tableau récapitulatif des concentrations et flux moyens rejetés
2. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
3. Copie lettre à l'exploitant du 040816

Cloval_Quievrechain_RAPCO_070.01061_06092016

I. - INTRODUCTION

La directive Cadre sur l'Eau DCE 2000/60/CE du 23 octobre 2000 prévoit la mise en œuvre des actions qui doivent permettre l'atteinte du bon état des masses d'eau en 2015. Elle vise également la réduction progressive, voire la suppression des rejets de substances dangereuses compte tenu de leur caractère toxique, persistant et bioaccumulable pour le milieu aquatique.

Suite à l'adoption de cette directive, le Ministère en charge de l'Environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (action RSDE).

Au niveau national, la première phase de l'action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) par les installations classées s'est déroulée de 2002 à 2007. Elle a porté sur la recherche de 106 substances dangereuses pour chaque rejet. Elle a été déclinée en Nord – Pas-de-Calais auprès de 240 établissements, en vue d'acquérir ou d'approfondir la connaissance des rejets industriels des substances dangereuses.

Le bilan national des données de cette première phase a permis de capitaliser des données sur la métrologie des substances, et de dresser la liste des substances dangereuses caractéristiques de chaque secteur d'activité. Le bilan régional a permis de cibler les enjeux locaux.

Sur la base du bilan national, la circulaire du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 5 janvier 2009 a défini une deuxième phase de cette action qui consiste à la mise en place d'actions généralisées, déclinées par secteur industriel, de surveillance, de quantification, puis conjointement ou consécutivement de réduction des flux de substance toxiques déversées dans les rejets des installations classées.

II. - MISE EN OEUVRE DE LA CIRCULAIRE DU 5 JANVIER 2009 COMPLETEE PAR LA NOTE DU 27 AVRIL 2011

II.1. Établissements concernés :

Les établissements concernés par la mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 sont les ICPE dont le secteur d'activité correspond à l'un des secteurs mentionnés dans l'annexe 1 de la circulaire et :

- soumises à autorisation, en activité ou en phase de post-exploitation et disposant toujours d'une autorisation de rejets d'eaux industrielles,
- soumises à déclaration si une action généralisée, visant le retour au bon état des masses d'eau est menée sur un bassin versant.

En priorité parmi ces installations sont concernées :

- les ICPE nouvelles ou faisant l'objet de nouveaux arrêtés,
- les ICPE relevant de la directive IPPC,
- les ICPE identifiées comme étant à enjeux au niveau régional en raison des critères relatifs à la pollution des eaux de surface.

II.2. Rejets concernés :

Les rejets concernés sont les eaux issues du procédé industriel et eaux pluviales ou de refroidissement susceptibles d'être souillées du fait de l'activité industrielle (exemple : lixiviat de décharge, eaux pluviales issues des zones d'activité extérieures en contact avec les installations industrielles), que leur rejet s'effectue directement au milieu naturel ou via une station d'épuration. Sont exclues les eaux pluviales des voies de circulation, toitures et surfaces non affectées par l'activité industrielle.

II.3. Étapes de réalisation :

L'action se décline de la manière suivante pour les installations concernées :

→ **Prise d'un arrêté préfectoral complémentaire** prescrivant une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu) : 1 mesure 24h/mois pendant 6 mois, afin de vérifier leur présence et la quantifier le cas échéant.

La liste de substances a été établie en fonction :

- du secteur d'activité de l'établissement,
- de l'état de la masse d'eau (concentrations mesurées dans le milieu naturel) dans laquelle s'effectue in fine le rejet des eaux de l'établissement,
- des résultats, le cas échéant, de la première phase de l'action RSDE

La circulaire du 23 mars 2010 précise que la recherche pouvait être abandonnée pour les substances, ne figurant pas en gras sur les listes sectorielles en rapport avec l'activité du site à l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, et qui n'auraient pas été détectées après 3 mesures réalisées dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la même circulaire.

Pour le secteur de la chimie qui ne dispose pas de liste sectorielle, la recherche peut être abandonnée pour les substances qui n'ont pas été détectées ni lors de la première phase de l'action RSDE, ni après 1 mesure réalisée dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la circulaire susvisée.

→ **Émission d'un rapport d'analyses** par l'exploitant qui doit permettre de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site. Au terme de cette surveillance initiale et au regard des résultats obtenus, la nécessité de poursuivre la surveillance et de revoir le cas échéant la liste des substances recherchées doit être étudiée.

→ (le cas échéant) **Prise d'un second arrêté préfectoral complémentaire** prescrivant la surveillance pérenne : 1 mesure par trimestre sur une liste de substances établie en fonction des résultats de la surveillance initiale.

→ (le cas échéant) **Établissement et fourniture d'un programme d'actions** pour obtenir des réductions voire des suppressions d'émission de certaines substances dangereuses. Dans le cas où des actions précises de réduction ne peuvent pas être rapidement mises en place, le programme d'action comprend les dates de lancement, de réalisation et d'achèvement des **études technico-économiques** permettant d'établir les différentes voies de réduction envisageables.

→ (le cas échéant) **Émission par l'exploitant d'un deuxième rapport d'analyses** qui permettra de déterminer de quelles substances la surveillance peut être abandonnée, suite, notamment à une amélioration de la qualité des rejets.

III. - SURVEILLANCE (PHASE PERENNE) DES REJETS DE SUBSTANCES DANGEREUSES

L'arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2012 a imposé à la société CLOVAL située sur la commune de Quiévrechain en application de la circulaire du 5 janvier 2009, une phase initiale de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a transmis, par courriers des 3 décembre 2013, 13 janvier 2016, 11 mai 2016 et courriel du 29 juin 2016, à l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) son rapport de synthèse de la surveillance initiale.

Ce rapport comprend :

- un tableau récapitulatif des mesures ;

- l'ensemble des rapports d'analyses ;
- l'état récapitulatif permettant d'attester de la traçabilité des opérations de prélèvement et de mesure de débit édité à partir du site de l'Ineris ;
- une estimation du flux journalier moyen conformément au paragraphe 1.2 de la note du DGPR du 27 avril 2011 sus-visée ;

Au vu des résultats, l'exploitant a classé les substances mesurées lors de cette phase de surveillance en 2 catégories:

1 - Les substances analysées lors de la surveillance initiale dont il n'est pas utile de maintenir la surveillance au vu des faibles niveaux de rejets constatés : **substances à abandonner**

2 - Les substances dont les quantités rejetées sont suffisamment importantes pour qu'une surveillance pérenne de ces émissions soit maintenue : **substances à surveiller**

IV. - AVIS DE L'INSPECTION

Dans sa transmission du 29 juin 2016, l'exploitant, au vu des résultats de la surveillance de ses rejets aqueux, exercée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2012 susvisé, prévoit le maintien d'une surveillance pérenne pour le chrome, le zinc et le OP2OE.

L'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) est favorable à la proposition de l'exploitant.

Un tableau récapitulatif des flux mesurés et du classement des substances est joint en annexe 1. Aucune substance ne doit faire l'objet d'un programme d'actions.

Par conséquent, il convient donc d'imposer à l'exploitant la poursuite de la surveillance (surveillance pérenne) des 3 paramètres susvisés par arrêté préfectoral complémentaire (projet joint en annexe 2).

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté par lettre du 4 août 2016, dont une copie est jointe en annexe 3. Le délai d'un mois de réponse étant échu, l'Inspection considère que l'exploitant n'a pas de remarque.

V - SUITES ADMINISTRATIVES

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Nord d'imposer à la société CLOVAL, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique. Un projet d'arrêté rédigé dans ce sens est joint en annexe 2 au présent rapport.

Rédacteur :

L'inspectrice de l'environnement
spécialité Installations Classées

Mélanie BERGHE

Transmis à Monsieur le Chef du Service Risques pour approbation
Prouvy, le 12 SEP 2016
La Cheffe d'Unité Départementale du Hainaut


Isabelle LIBERKOWSKI

Valideur :

L'Inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées »


Julien DEVROUTE

Approbateur :

Transmis à Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais Picardie, Préfet du Nord – DCPI/BICPE
pour passage en Coderst
12-14, rue Jean Sans Peur
59039 Lille Cedex
Lille, le 23 SEP, 2016
Pour le Directeur et par délégation,

Pour le chef du service Risques
l'adjoint du chef de service



Xavier BOUTON

Tableau récapitulatif des concentrations et flux moyen rejetés

Paramètres	Nomme d'analyse	Code Sander	Limite de quantification (LQ)	Unité de mesure (kg/m3)	Concentration épi-TOC/M												NQE-MA	Valeur limite de rejet (NQE-MA sur 10 NQE p-ess-ess)				
					Concentration eau amont																	
					7-8-déc-11	7-8-déc-11	11-12-janv-12	15-16-fév-12	14-15-mars-12	11-12-avr-12	14-15-mai-12	Valeur minimale	Valeur maximale	Calculée (1)	Valeur moyenne	Reçue (2)			L-2			
Débit	NF T 941 B01	1314	<	m3/s	n.c.	30	22,79	21,02	27,08	31,0	21,19	30,19	54	360	151,79	151,79						
DCO	NF EN 872	1305	<	mg/l	4	360	164	175	110	94	66	54	360	151,79	151,79	154,8						
Ammoniac (N)	NF EN 1831 B05	1306	<	mg/l	20	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	1,0	4,2			
Cadmium (Cd)	NF EN 1831 B05	1306	<	mg/l	8	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	0,16	0,08			
Chrome (Cr)	NF EN 1831 B05	1307	<	mg/l	19	14,2	3,848	250	290	260	300	170	2163	545,99	545,99	545,99	3	167,5	3,4			
Argent (Ag)	NF EN 1831 B05	1307	<	mg/l	15	10,26	5,81	5	6	5	6	5	5	5	5	5	5	0,75	1,4			
Plomb (Pb)	NF EN 1831 B05	1306	<	mg/l	20	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,10	0,05			
Mercurie (Hg)	NF EN 1831 B05	1306	<	mg/l	16	10	38,6	70	50	10	30	10	70	33,70	33,70	33,70	8	5,4	20			
Antimoine (Sb)	NF EN 1831 B05	1302	<	mg/l	16	5	4	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0,40	2,2			
As	NF EN 1831 B05	1303	<	mg/l	5	6,57	5,788	20,060	4,903	960	220	5,303	220	20,060	6,024,31	6,024,31	6,024,31	3	101,5	3,1		
Ben	NF EN 1831 B05	1304	<	mg/l	46	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,0046	0,1			
Ben	NF EN 1831 B05	1199	<	mg/l	36	0,01	0,002	0,007	0,001	0,004	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,0064	0,1			
Ben	NF EN 1831 B05	1517	<	mg/l	50	0,05	0,12	0,095	0,036	0,037	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,0054	0,1			
Ben	NF EN 1831 B05	11278-1	<	mg/l	34	12	13	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0,44	5,4			
Ben	NF EN 1831 B05	11155	<	mg/l	32	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0,37	2,5			
Ben	NF EN 1831 B05	1166	<	mg/l	30	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	0,15	10			
Ben	NF EN 1831 B05	1266	<	mg/l	30	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,15	10			
Ben	NF EN 1831 B05	1272	<	mg/l	30	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,15	10			
Ben	NF EN 1831 B05	1276	<	mg/l	22	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,11	12			
Ben	NF EN 1831 B05	1177	<	mg/l	30	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,015	0,2			
Ben	NF EN 1831 B05	1218	<	mg/l	n.c.	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	n.c.	0,3			
Ben	NF EN 1831 B05	1271	<	mg/l	40	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,0060	0,17			
Ben	NF EN 1831 B05	2542	<	mg/l	40	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,0060	0,17			
Ben	NF EN 1831 B05	2679	<	mg/l	40	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,0060	0,17			
Ben	NF EN 1831 B05	1199	<	mg/l	40	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,0060	0,17			
Ben	NF EN 1831 B05	1957	<	mg/l	30	0,79	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0060	0,17			
Ben	NF EN 1831 B05	6366	<	mg/l	n.c.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	n.c.	0,3			
Ben	NF EN 1831 B05	6369	<	mg/l	n.c.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	n.c.	0,3			
Ben	NF EN 1831 B05	6680	<	mg/l	40	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	n.c.	0,3			
Ben	NF EN 1831 B05	6370	<	mg/l	n.c.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	n.c.	0,3			
Ben	NF EN 1831 B05	6371	<	mg/l	n.c.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	n.c.	0,3			
Ben	NF EN 1831 B05	1995	<	mg/l	30	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	3,0	0,4			

Respect des critères :
 Éléments à surveiller dans la surveillance car
 Respect des critères du § 3.3 de l'A.P. : Concentration < 100 NQE ET Flux moyen < 0,1 QMAN/STONCE

Non-respect des critères :
 Éléments à surveiller dans la surveillance car
 Non-respect des critères du § 3.3 de l'A.P.

cf. article 1.2.1 de la note de la DGRF du 27 avril 2011 : lorsque le résultat, pour certaines des mesures de la surveillance initiale est indiqué "inférieur à la LQ", la valeur est considérée comme inférieure à la LQ.

(1) cf. article 1.2.1 de la note de la DGRF du 27 avril 2011 : lorsque la valeur moyenne, ainsi calculée, de la série de mesures est inférieure à la LQ, la concentration maximale est alors considérée comme inférieure à la LQ.

(2) cf. article 1.2.1 de la note de la DGRF du 27 avril 2011 : lorsque la valeur moyenne, ainsi calculée, de la série de mesures est inférieure à la LQ, la concentration maximale est alors considérée comme inférieure à la LQ.

Annexe 2 : PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à la société
CLOVAL des prescriptions complémentaires relatives à la surveillance
pérenne de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour son
établissement situé à QUIEVRECHAIN**

- VU** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- VU** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- VU** la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;
- VU** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2012 accordant à la SARL CLOVAL l'autorisation d'exploiter une nouvelle ligne de thermolaquage à Quiévreachain ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2012 prescrivant la surveillance initiale RSDE ;
- VU** le rapport final établi par CLOVAL et daté du 29 juin 2016 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement ;
- VU** le courrier de l'inspection du 4 août 2016 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du xxx ;
- VU** l'avis du CODERST du XXXXX ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

Considérant les objectifs du SDAGE Artois-Picardie et son programme de mesures associé pour reconquérir ou maintenir le bon état des masses d'eau ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant les flux de substances dangereuses rejetés par l'établissement ;

Considérant que l'établissement rejette dans la masse d'eau de code sandre AR20 déclassée de par la présence excédentaire des substances dangereuses suivantes : **benzo(g,h,i)pérylène, indeno (1,2,3 -cd) pyrène** ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 : Objet

La société CLOVAL dont le siège social est situé 3 chemin de l'emblise à Quiévreachain (59920) doit respecter, pour ses installations situées à la même adresse, les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs en date du 8 octobre 2012 sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 (téléchargeable sur le site www.rsde.ineris.fr).

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures, afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :
 - a/ Numéro d'accréditation
 - b/ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels

3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2012 sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence des mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,
- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Eaux résiduaires	zinc	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	10
	chrome	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	5
	OP2OE	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	0,1

Les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 4 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

4.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis dans le mois suivant leur réalisation sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF, <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

4.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes


Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (déclaration GEREPE). Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

Article 5 :


Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ANNEXE 1 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE (annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009)

Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : - 1 = <i>dangereuses prioritaires</i> , - 2 = <i>prioritaires</i> , - 3 = <i>pertinentes liste 1</i> , - 4 = <i>pertinentes liste 2</i> <i>(cf :article 4.2. de l'AP)</i>	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/l <i>(source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009)</i>
OP2OE	6371	2	0,1
Zinc et ses composés	1383	4	10
Chrome et ses composés	1389	4	5

 Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan)

 Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)

 Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)

 Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances, non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)

 Autres paramètres

ANNEXE 2 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité)

Coordonnées de l'entreprise :

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement ¹

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

¹ L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

Annexe 3 : Copie de la lettre à l'exploitant du 04 août 2016

spe

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS
PICARDIE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement

Unité départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Affaire suivie par Mélanie BERGHE

Téléphone : 03 27 21 05 15

Télécopie : 03 27 21 00 54

melanie.berghe@developpement-durable.gouv.fr

Référence : ML/V2.2016.416

Prouvy, le 4 août 2016

Monsieur le Directeur
CLOVAL

3, chemin de l'Emblise

59920 QUIEVRECHAIN

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement : prescription de la surveillance pérenne des substances dangereuses à mesurer dans les eaux industrielles rejetées par votre établissement.

Réf : Votre courrier du 29 juin 2016.

Monsieur le Directeur,

Par arrêté préfectoral complémentaire du 17 janvier 2012, il vous avait été demandé de procéder à la phase initiale de surveillance de vos rejets aqueux dans le cadre de l'action nationale de recherche et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau pour votre site de Quiévrechain.

Par courrier cité en référence, conformément à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé, vous avez transmis à l'Inspection des installations classées votre rapport sur cette surveillance initiale. En conclusion de ce rapport, sur la base de l'ensemble des analyses effectuées, vous proposez :

- la surveillance pérenne pour le chrome, le zinc et OP2OE,
- l'abandon de la surveillance pour tous les autres paramètres.

Après examen par l'Inspection des installations classées de ce rapport et de vos propositions, il s'avère que :

- votre rapport contient tous les éléments d'appréciation exigés,
- vos propositions de classement des substances peuvent être retenues.

Je vous invite à étudier en détail le projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposant la surveillance pérenne, et à me faire part de vos remarques sous 1 mois. A défaut de réponse de votre part dans les délais impartis, il sera considéré que vous n'avez pas d'observation particulière à formuler. Ce projet d'arrêté sera ensuite proposé à Monsieur le Préfet pour inscription à l'ordre du jour d'un prochain conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

Je vous indique également que l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009, disponible sur le site www.aida.ineris.fr, précise les prescriptions techniques que doit respecter le laboratoire que vous choisirez pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de substances dangereuses dans l'eau prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral.

Enfin, les substances dangereuses prioritaires nonylphénols ont été détectées dans vos rejets.

Je vous demande de prendre toutes les dispositions adéquates pour que ces émissions soient supprimées à l'échéance de 2021, inscrite dans la directive cadre sur l'eau pour cette catégorie de substances dangereuses.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur et par délégation,
Pour la Cheffe d'Unité et par subdélégation,
L'Inspecteur de l'environnement
(spécialité installations classées)



Mélanie BERGHE

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à la société
CLOVAL des prescriptions complémentaires relatives à la surveillance
pérenne de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour son
établissement situé à QUIEVRECHAIN**

- VU** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- VU** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- VU** la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;
- VU** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2012 accordant à la SARL CLOVAL l'autorisation d'exploiter une nouvelle ligne de thermolaquage à Quiévreachain ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2012 prescrivant la surveillance initiale RSDE ;
- VU** le rapport final établi par CLOVAL et daté du 29 juin 2016 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement ;
- VU** le courrier de l'inspection du 4 août 2016 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du xxx ;
- VU** l'avis du CODERST du XXXXX ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

Considérant les objectifs du SDAGE Artois-Picardie et son programme de mesures associé pour reconquérir ou maintenir le bon état des masses d'eau ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant les flux de substances dangereuses rejetés par l'établissement ;

Considérant que l'établissement rejette dans la masse d'eau de code sandre AR20 déclassée de par la présence excédentaire des substances dangereuses suivantes : **benzo(g,h,i)pérylène, indeno (1,2,3 -cd) pyrène** ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 : Objet

La société CLOVAL dont le siège social est situé 3 chemin de l'emblise à Quiévreachain (59920) doit respecter, pour ses installations situées à la même adresse, les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs en date du 8 octobre 2012 sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 (téléchargeable sur le site www.rsde.ineris.fr).

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures, afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :

a/ Numéro d'accréditation

b/ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels

3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2012 sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence des mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,
- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Eaux résiduaires	zinc	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	10
	chrome	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	5
	OP2OE	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	0,1

Les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 4 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

4.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis dans le mois suivant leur réalisation sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF, <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

4.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes






Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (déclaration GEREPE). Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

Article 5 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ANNEXE 1 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE (annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009)

Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : - 1 = <i>dangereuses prioritaires</i> , - 2 = <i>prioritaires</i> , - 3 = <i>pertinentes liste 1</i> , - 4 = <i>pertinentes liste 2</i> <i>(cf : article 4.2. de l'AP)</i>	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/l <i>(source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009)</i>
OP2OE	6371	2	0,1
Zinc et ses composés	1383	4	10
Chrome et ses composés	1389	4	5

-  Substances Dangereuses Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07) et de la directive fille de la DCE adoptée le 20 octobre 2008 (anthracène et endosulfan)
-  Substances Prioritaires issues de l'annexe X de la DCE (tableau A de la circulaire du 07/05/07)
-  Autres substances pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et ne figurant pas à l'annexe X de la DCE (tableau B de la circulaire du 07/05/07)
-  Autres substances pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE (anciennement Directive 76/464/CEE) et autres substances, non SDP ni SP (tableaux D et E de la circulaire du 07/05/07)
-  Autres paramètres

ANNEXE 2 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité)

Coordonnées de l'entreprise :

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement ¹

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

¹ L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.